



## LA PROBLÉMATIQUE DES LANCEURS D'ALERTE

*Par le Lieutenant-colonel OLRAT (H) Michel KLEN*

*Article précédemment publié dans la  
Revue de Défense Nationale 2019/10 (N° 825), pages 96 à 100  
Et sur le site Cairn.info (<https://www.cairn.info/>)*

Les révélations fracassantes d'Edward Snowden sur la surveillance de masse de la société pratiquée par la NSA (*National Security Agency*) ont mis en relief le rôle ambivalent des lanceurs d'alerte. D'un côté, l'action de ces protestataires est appréciée par l'opinion publique lorsqu'ils dénoncent un risque majeur dans les domaines de la santé publique et de la protection de l'environnement. De l'autre, leur engagement suscite des controverses lorsqu'il touche le secteur sensible de la défense nationale.

### Définition

Un lanceur d'alerte est une personne, un groupe ou une institution qui, ayant connaissance d'un danger ou d'un scandale, adresse un signal d'alarme et, ce faisant, enclenche un processus de mobilisation collective. L'ambiguïté de cette expression est soulignée dans la langue allemande qui, pour définir ce genre de contestataire, est passée de *Denunziat* (celui qui dénonce) au temps de la Stasi, aux termes *Hinweisgeber* (celui qui donne un tuyau), *Enthueller* (révélateur), *Skandalaufdecker* (découvreur de scandale), *ethische Dissidenten* (dissident éthique). Mais sur Internet, les Allemands utilisent de plus en plus le mot anglo-saxon *whistleblower*.

Au départ, cette notion d'appel à la mobilisation contre une menace pouvant porter préjudice à l'intérêt général était limitée aux secteurs de la médecine et de l'écologie. Dans ces matières qui concernent la vie quotidienne, les lanceurs d'alerte qui ont dénoncé les scandales du produit pharmaceutique Mediator, de l'amiante et de la déforestation ont eu une influence positive pour la société. Leur action courageuse a incité les autorités à prendre des décisions urgentes afin d'entraver certains comportements néfastes pour l'humanité. Par la suite, l'article 6 de la loi Sapin-2, relative à la transparence, la lutte contre la corruption et la modernisation de la vie économique (9 décembre 2016) a élargi le champ des alertes : « Un lanceur d'alerte est une personne physique qui révèle ou signale, de manière désintéressée et de bonne foi, un crime ou un délit, une violation manifeste d'un engagement international régulièrement ratifié ou approuvé par la France, [...], ou un préjudice grave pour l'intérêt général, dont elle a eu personnellement connaissance. Les faits, informations ou documents, [...] couverts par le secret de la défense nationale, [...] sont exclus du régime de l'alerte défini par le présent chapitre. » Sur ce sujet, les États-Unis ont une vision identique à celle de la France : les renseignements classifiés qui concernent la défense nationale ne doivent pas être divulgués par les lanceurs d'alerte ni d'ailleurs par aucun citoyen. Et c'est bien là que le bât blesse pour Edward Snowden, contractuel à la NSA, qui a diffusé des données secrètes relatives à la protection de son pays contre la menace terroriste et le crime organisé.

## Le révolté de la NSA

La décision de Snowden de dévoiler les activités de la NSA a été longuement réfléchi. Après avoir téléchargé des centaines de documents confidentiels, l'agent secret déserte fin mai 2013 et se rend à Hong Kong où il a donné rendez-vous à deux correspondants avec lesquels il a échangé les mois précédents des messages cryptés. Les deux bénéficiaires des confidences sont le journaliste Glenn Greenwald, chroniqueur pour l'édition américaine du *Guardian*, et Laura Poitras, réalisatrice de documentaires politiques. Les révélations chocs sont publiées dans la presse le 5 juin 2013. Sous le coup d'un mandat d'arrêt lancé par les États-Unis pour violation de l'*Espionage Act*, le révolté de la NSA est contraint à l'exil. Il quitte l'ancienne colonie britannique et prend un vol de l'Aeroflot pour se rendre à Quito (où il pense, à l'instar de Julian Assange, le fondateur de *Wikileaks*, obtenir l'asile politique de l'Équateur). Le trajet comporte une escale à Moscou. C'est ainsi que Snowden arrive en Russie le 23 juin. Mais la halte prévue de vingt-quatre heures va se prolonger. Les autorités locales vont s'intéresser de très près à ce transfuge détenteur de secrets. Au final, le lanceur d'alerte américain n'ira jamais à Quito. Le 1<sup>er</sup> août, le Kremlin lui accorde le statut de réfugié politique. Les Russes sont ravis de cette aubaine qui va leur permettre d'avoir accès à des renseignements classifiés. Les divulgations concernent non seulement les programmes d'interception de la NSA, mais aussi les activités de surveillance opérées conjointement sur toute la planète par les services américains, britanniques, canadiens, australiens et néo-zélandais.

## Les autres lanceurs d'alerte

Une décennie avant Snowden, un cadre supérieur de la NSA, vétéran décoré de la marine américaine, Thomas Drake, avait dénigré en 2001 les activités de l'agence aux « grandes oreilles ». Ses critiques portaient en particulier sur le projet *Trailblazer*. Ce programme d'écoute lancé en 1990 pour suivre certaines organisations mafieuses fut annulé en 2010. Inculpé en 2011 et bien que risquant trente-cinq ans de prison, l'ancien agent de renseignement ne sera condamné qu'à une peine d'un an de probation et de travail communautaire. À la même époque, un autre fonctionnaire de la NSA, William Binney, avait démissionné de l'agence où il avait servi pendant trente ans, puis s'était livré à une campagne de discrédit à l'encontre de ses anciens employeurs. Encensé par les médias, le protestataire recevra en 2015 le *Sam Adams Award*, une distinction remise à un professionnel du renseignement pour ses positions en faveur de l'éthique. William Binney n'a fait l'objet d'aucune poursuite judiciaire, car, contrairement à Snowden, il n'a jamais révélé des informations classifiées.

Dans la même veine de dénonciation de la politique de surveillance de masse orchestrée par la NSA, d'autres contestataires ont fait la une de l'actualité. Parmi ceux-ci : Mark Klein, un technicien américain de l'entreprise AT&T (fournisseur de services téléphoniques), Thomas Tamm, un ancien avocat ayant travaillé au ministère de la Justice quand les responsables de ce département s'étaient penchés sur le programme d'écoutes de citoyens américains.

Le premier lanceur d'alerte dans la sphère du renseignement fut cependant Daniel Ellsberg, qui a fourni en 1971 au *New York Times*, puis au *Washington Post*, un rapport confidentiel de 7 000 pages sur l'état de l'armée américaine et des plans d'opérations conçus par le haut état-major pendant la guerre du Vietnam. L'affaire est connue sous le nom de *Pentagon Papers*. Elle a fait l'objet d'un film de Steven Spielberg en 2017. Le dénonciateur, un analyste à la *Rand Corporation*, fut poursuivi pour espionnage et conspiration. Ses révélations étaient en effet susceptibles de porter gravement atteinte au moral de l'institution militaire et de faire échouer des actions planifiées en entraînant des pertes considérables. Mais Daniel Ellsberg, bénéficiant du climat de confusion créé par le

scandale du Watergate, sera finalement acquitté. À l'instar de l'attitude de Snowden, son comportement reste cependant équivoque. Pour certains commentateurs, il apparaît comme un témoin hardi qui a eu le courage de divulguer les erreurs de son pays dans l'aventure vietnamienne. Pour d'autres, c'est un fouineur malsain et un traître à la patrie dont le succès médiatique a nui terriblement à l'armée américaine et profité à l'adversaire communiste qu'elle combattait. Aux yeux des historiens, l'engagement de Daniel Ellsberg est donc controversé. Cette équivoque affecte d'ailleurs les lanceurs d'alerte qui agissent dans la sphère sensible de la défense nationale.

## La controverse

Dans le domaine de la défense en général, et du renseignement en particulier, la prétention déraisonnable à la sacro-sainte transparence peut s'avérer un jeu dangereux. Sur ce chapitre, les autorités militaires sont claires : l'intérêt supérieur de la Nation doit prévaloir sur les postures angéliques et précipitées. La ligne de conduite des lanceurs d'alerte est admissible lorsqu'elle dénonce des risques majeurs qui ont trait à des craintes sanitaires et à la préservation de la nature. Elle peut, en revanche, entraîner des conséquences néfastes pour le pays, lorsqu'elle s'immisce dans des affaires concernant la sécurité des citoyens, un domaine qui exige la discrétion. Très souvent l'action spectaculaire des lanceurs d'alerte est animée par des craintes légitimes, mais trop fréquemment, elle est stimulée par la fièvre de la célébrité, les sirènes de l'utopie et les emballements médiatiques. Dans le secteur de la défense, où certains sujets doivent absolument rester confidentiels, ce type de contestation est proscrit. Il est même sanctionné par la loi. En France, le traitement de cette infraction et les peines encourues sont notifiés dans des instructions ministérielles de la Direction centrale de la sécurité des systèmes d'information (DCSSI), un organisme des services du Premier ministre géré par le Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN).

L'amplification des moyens de surveillance de la NSA est la résultante du traumatisme subi par les Américains le 11 septembre 2001. Ce choc émotionnel a poussé Washington à réagir pour prévenir un autre drame de ce type. L'attitude de Snowden et de ses laudateurs est de la sorte en décalage complet avec l'éthique de la communauté du renseignement, une entité que le jeune dissident a pourtant intégrée à sa demande et pour laquelle il possédait l'habilitation secret-défense. Dans sa démarche, l'espion repent, emporté par sa fougue juvénile, a fait preuve d'une certaine candeur. Après les deux mandats de George W. Bush, il pensait que l'élection de Barack Obama, honoré par le prix Nobel de la paix en 2009, allait entraîner une diminution des missions de la NSA et donc restreindre la mise sous surveillance d'une grande partie de la planète par les États-Unis. Or, lorsqu'il a été en fonction à la Maison-Blanche, le Président démocrate n'a pas réduit les actions de renseignement, en particulier celles qui touchent aux interceptions des communications. Bien au contraire. L'aggravation de la menace terroriste a conduit Washington à une politique réaliste de prévention qui a balayé toutes les postures naïves. Contrairement à ce que prétend la vulgate populaire, les Américains ne sont pas les seuls à pratiquer une politique de surveillance à grande échelle. Tous les pays du monde, y compris les États de droit, ont, à des degrés différents, des dispositifs d'écoute. C'est notamment le cas de la Russie qui possède son propre réseau, certes moins important que celui de la NSA. En 1995, une loi a (officiellement) permis aux services de Moscou d'écouter les communications. Ainsi a été établi le réseau SORM (littéralement en russe « système pour activité d'enquête opératoire »). Le premier, SORM 1, était destiné à contrôler les échanges téléphoniques (en fait à déceler et exploiter les informations sensibles). En 1998, SORM 2 sera étendu à Internet, puis une décennie plus tard, SORM 3 bénéficiera d'équipements perfectionnés pour intercepter les transmissions de toute nature pendant les Jeux olympiques d'hiver à Sotchi en 2014.

## Le mythe Big Brother

Le champ d'action des « grandes oreilles » est particulièrement vaste. Il concerne la collecte et l'exploitation des informations issues de l'exploration électronique (*ELINT*, *Electronic Intelligence*). La NSA est de loin le plus grand employeur de mathématiciens, d'informaticiens et d'électroniciens au monde. Ses effectifs demeurent un secret d'État. Les spécialistes estiment qu'environ 50 000 agents travaillent directement à son profit. À ces permanents s'ajoutent des dizaines de milliers de correspondants répartis sur l'ensemble de la planète. Basée à Fort Meade dans le Maryland, l'agence dispose de centres opérationnels implantés non seulement aux États-Unis (en particulier le site *Data Mega Center* de Bluffdale dans l'Utah et de Kunia à Hawaï), mais aussi en Grande-Bretagne (Menwith Hill dans le Yorkshire) et en Allemagne (Bad Aibling en Bavière). Elle possède également des centaines de stations d'écoute et de réception satellitaire dans de nombreux pays (Canada, Corée du Sud, Australie, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Norvège, Turquie, Panama, Japon, Royaume-Uni). Officiellement, ces stations n'existent pas. C'est précisément ce caractère de confidentialité indispensable qui lui a valu des surnoms ironiques liés à la traduction de NSA : « *Never Say Anything* » (N'en dites jamais rien) et « *No Such Agency* » (une telle agence n'existe pas).

*Big Brother* traduit une évidence. Le chef suprême imaginé en 1949 par George Orwell dans son célèbre roman d'anticipation, *1984*, et qui contrôle un empire par un réseau d'information technique et humain élaboré, a aujourd'hui les traits de la NSA (et d'autres dispositifs d'interception des communications dans beaucoup de pays). La société de surveillance planétaire prévue par l'écrivain britannique n'est plus un mythe. Pour maints observateurs elle est même jugée nécessaire pour mieux identifier et contrôler les filières du crime organisé, le grand banditisme, les flux de marchandises où se dissimulent drogue, armes et trafics d'êtres humains, les cellules terroristes, les organisations extrémistes et les réseaux d'espionnage. Comme dans le récit de George Orwell, cette posture de prévention est souvent implorée par une partie significative du grand public pour se protéger des fléaux qui menacent les personnes et les biens dans la société. Elle a pris une dimension supérieure avec le développement exponentiel des moyens informatiques. Ce constat lucide n'a pas fini d'enflammer le sempiternel débat pour trouver un juste équilibre entre la liberté, valeur fondamentale de la démocratie, et la sécurité, concept indispensable pour assurer une vie sereine aux citoyens.